

AUX ETUDIANTS DE LA DOUA

A la suite du secondaire, la grande majorité des universités françaises se lancent dans un mouvement de contestation contre la destruction de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche engagée par le gouvernement.

UNIVERSITÉS EN GÉNÉRAL

Baisse des budgets, baisse du nombre de postes (enseignants, chercheurs, personnels techniques et administratifs), gestion comptable de la recherche et de l'enseignement.

Conséquence : baisse de la qualité du service public d'éducation et de recherche.

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS

Un projet qui détruit notre statut et notre indépendance. Il impose la modulation sans plafond de nos services d'enseignements, ce qui n'ira certainement pas dans le sens d'une amélioration de la qualité des cours, et ceci à euros constants (au mieux !).

CNRS

Disparition programmée de cet organisme indépendant du pouvoir qui nous est envié dans le monde entier. Pilotage politique de la recherche (toute l'histoire des sciences et des techniques démontre que c'est une erreur).

ETUDIANTS

L'autonomie de l'Université annonce la fin des diplômes nationaux, la réduction de l'enseignement aux impératifs économiques, et sans aucun doute l'accroissement significatif des droits d'inscription (en février dernier, le CA de l'université Paris-Dauphine a voté une augmentation moyenne de 800 euros de ces derniers, avant de faire marche arrière). Le CAPES est destiné à disparaître, et à terme les prochains enseignants seront puisés dans les titulaires du master enseignement, ce qui implique la perte du statut de fonctionnaire, la précarisation, la dépendance au pouvoir local et l'absence de salaire l'été.

L'AG de notre Université du 11/12/08 a voté son opposition à cette déstructuration du service public d'enseignement et de recherche. Pour agir, elle a décidé le blocage du CA (fait), et surtout en ce qui vous concerne, le refus de donner les notes des prochains examens à l'administration. Nous vous devons une explication :

- nous avons décidé de ne pas transmettre les notes à l'administration, mais de remettre les copies au recteur, en présence de la presse.
- la grève administrative est, dans un premier temps, la façon la moins radicale de s'opposer à ces réformes. Ce n'est évidemment pas contre les étudiants que cette rétention est dirigée, mais afin de faire pression nationalement sur le gouvernement et de créer une dynamique globale de mobilisation.
- elle n'implique au pire qu'un décalage de calendrier administratif, mais les cours du second semestre devraient être assurés.
- les notes vous seront communiquées oralement.

Nous appelons les étudiants à participer aux assemblées générales, aux manifestations et aux grèves si elle débutent prochainement. Sans les étudiants dans la rue, il est peu probable que notre grève administrative fasse plier le gouvernement. Mais rarement une telle attaque généralisée sur le service public d'enseignement et de recherche n'a été poussée à ce point, c'est le moment, il est temps de s'unir et de lutter ensemble !

ETUDIANTS

A la suite du secondaire, la grande majorité des universités françaises se lancent dans un mouvement de contestation contre la destruction de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche engagée par le gouvernement.

- UNIVERSITÉS EN GÉNÉRAL : baisse des budgets, baisse du nombre de postes (enseignants, chercheurs, personnels techniques et administratifs), gestion comptable de la recherche et de l'enseignement. Conséquence : baisse de la qualité du service public d'éducation et de recherche.

- ETUDIANTS : L'autonomie de l'Université annonce la fin des diplômes nationaux, la réduction de l'enseignement aux impératifs économiques, et sans aucun doute l'accroissement significatif des droits d'inscription (en février dernier, le CA de l'université Paris-Dauphine a voté une augmentation moyenne de 800 euros de ces derniers, avant de faire marche arrière). Le CAPES est destiné à disparaître, et à terme les prochains enseignants seront puisés dans les titulaires du master enseignement, ce qui implique la perte du statut de fonctionnaire, la précarisation, la dépendance au pouvoir local et l'absence de salaire l'été.

- ENSEIGNANTS-CHERCHEURS : un projet qui détruit notre statut et notre indépendance. Il impose la modulation sans plafond de nos services d'enseignements, ce qui n'ira certainement pas dans le sens d'une amélioration de la qualité des cours, et ceci à euro constant (au mieux !).

- CNRS : disparition programmée de cet organisme indépendant du pouvoir qui nous est envié dans le monde entier. Pilotage politique de la recherche (toute l'histoire des sciences et des techniques démontre que c'est une erreur).

L'AG de notre Université du 11/12/08 a voté son opposition à cette déstructuration du service public d'enseignement et de recherche. Pour agir, elle a décidé le blocage du CA (fait), et surtout en ce qui vous concerne, le refus de donner les notes des prochains examens à l'administration. Nous vous devons une explication :

- nous avons décidé de ne pas transmettre les notes à l'administration, mais de remettre les copies au recteur, en présence de la presse.
- la grève administrative est, dans un premier temps, la façon la moins radicale de s'opposer à ces réformes. Ce n'est évidemment pas contre les étudiants que cette rétention est dirigée, mais afin de faire pression nationalement sur le gouvernement et de créer une dynamique globale de mobilisation.
- elle n'implique au pire qu'un décalage de calendrier administratif, mais les cours du second semestre devraient être assurés.
- les notes vous seront communiquées oralement.

Nous appelons par ailleurs les étudiants à participer aux assemblées générales, aux manifestations et aux grèves si elle débutent prochainement. Sans les étudiants dans la rue, il est peu probable que

notre grève administrative fasse plier le gouvernement. Mais rarement une telle attaque généralisée sur le service public d'enseignement et de recherche n'a été poussée à ce point, c'est le moment, il est temps de s'unir et de lutter ensemble !